

Restructurations

Toutes les raisons sont bonnes pour fermer des postes !

Le 11 juillet s'est tenue une rencontre « informelle » syndicats – Direction dans le but de nous présenter les fermetures de postes en amont d'un CTL. La motivation de la directrice était de pouvoir exposer les affaires en neutralisant ainsi un possible boycott total du CTL par les organisations syndicales... Le coup est finement joué, la Direction passe en force mais maintient le « dialogue social ».

Passage en force et en quatrième vitesse

Nous savons que des projets de restructurations étaient dans les cartons et attendaient la fin de la séquence électorale pour sortir au grand jour. Nous y voilà, la France a changé de Président.

L'ordre de destruction massif des sites des Finances publiques pour la majorité des départements est descendu de Bercy, dès le 19 juin, lendemain du 2^e tour des législatives ! L'attaque en règle contre le Service public est En Marche.

Et la direction 44 semble confondre vitesse et précipitation : **annonce des fermetures de Mindin, Montoir de Bretagne, Bouaye et Derval**, convocation d'un CTL le 18 juillet précédé d'une rencontre avec les OS le 11 juillet, tournée des collègues concernés en cours, rencontre avec les élu.es locaux... En pleine période estivale, les conseils municipaux ne se réunissent pas !

Dans ces conditions, il est bien évident que l'on ne peut parler de concertation mais uniquement d'information. L'objectif de Mme PY, la Directrice, étant simplement de rendre sa copie à Bercy pour le 15 août. À ce jour, tout ne semble pas bouclé.

Une directrice locale aux manettes

Si ces fermetures se placent dans la logique globale des « lignes directrices » de Bercy, la responsabilité personnelle de Mme PY dans ces fermetures est assumée (sauf pour Bouaye où les fusions de Communauté de communes et leurs conséquences ont diminué les charges du poste).

À nos questions sur la genèse de l'actuelle opération, si **Mme PY n'avait rien proposé, il ne se serait rien passé!** C'est là toute la beauté du processus, Bercy se contente de donner les grandes lignes et de valider (ou pas) les propositions des numéros « un » locaux. Alors pourquoi tant de zèle de notre « number one » ? Une prime de restructurations ?



Pourquoi ces fermetures de Trésorerie ?

Mais pour améliorer le Service Public pardi ! Mais si ! Mme PY nous l'a assuré.

Gérard Darmanin n'a donné le feu vert pour les concertations que fin juin et Mme PY se précipite, car il y a un « risque de dégradation du service public... ».

Par exemple, Derval, faute d'effectifs suffisants est obligé « assez régulièrement de fermer l'accueil, ce n'est pas bon pour le service public ». Du coup Mme PY ferme le poste, une

conception toute personnelle du service public !

La fermeture de Montoir est aussi présentée comme une « rationalisation qui simplifiera l'accueil » commun au Centre des Finances Publiques Saint-Nazaire De Gaulle. Tant de sollicitude est de nature à nous émouvoir...

Bien évidemment, le déménagement de la Trésorerie de Montoir sur Saint Nazaire signait son arrêt de mort à court terme.

De même, la fermeture de Bouaye est de nature « à sauver » la Trésorerie de Vertou !

Cette avalanche de fermetures de postes, de restructurations, de revue des missions ne correspond pas aux attentes de la population.

Pour la CGT, l'adaptation de nos structures et missions ne peut être menée sous le seul impératif d'économies budgétaires. Un réseau de proximité reste indispensable pour l'égalité de traitement, le tout numérique laissant malheureusement beaucoup de monde sur le bord du chemin.

Fermetures : infos pratiques

Les fermetures seront effectives au premier janvier 2018 sauf pour **Mindin** qui ne fermera qu'au 31/08/2018. Cette date permettra aux agent.es de ce poste de se positionner sur le prochain mouvement de mutation, soit les agent.es exercent leur priorité sur la mission transférée à la Pairie Départementale, soit ils exercent leur garantie de la RAN Pornic.

Pour les agent.es de **Montoir**, l'intégration à Saint Nazaire municipale va se faire « naturellement » et « cela permettra de renforcer les équipes » (mais Montoir est en sous effectif...).

Pour les agent.es de **Bouaye**, ils ont la garantie de résidence à la RAN de Nantes, avec priorité pour suivre le travail (hors Pornic où le poste de A de Bouaye sera réimplanté...), soit sur Saint Herblain soit à Vertou (consultation des

collectivités concernées en cours).

Pour les agent.es de **Derval**, le travail étant réparti entre les postes de Chateaubriant et Nort sur Erdre, à voir la répartition des emplois.

Et quid des primes de restructurations pour les agent.s concerné.es ? Au premier janvier, les charges seront transférées effectivement mais les emplois ?

Pour la CGT Finances Publiques

La question du réseau de services publics, de ses implantations est posée. Il nous faut dénoncer la brutalité de la méthode, où les protagonistes (agent.es, élu.es, gestionnaires...) sont prévenu.es au dernier moment.

Les « motivations » pour les fermetures sont toujours les mêmes : « petits postes », postes « peu attractifs », mais aussi contraintes externes avec la charge de travail en baisse pour certains postes avec les fusions de communauté de communes.

À force de subir les suppressions d'effectifs et malgré leur investissement professionnel de tous les instants, les collègues ne peuvent que constater la dégradation de la qualité des services apportée aux usagers (particuliers, entreprises et collectivités territoriales) et de leurs conditions de vie au travail.

Pour la CGT, sauver notre réseau de proximité passe par l'engagement des collègues, de la population et des élu.es. Plutôt que de prendre des mesures discrétionnaires de fermetures de postes, posons la question aux populations et aux élu.es des collectivités de la nature de leurs besoins en services des Finances Publiques.

Pour la CGT, le réseau de proximité est un impératif démocratique car garantissant l'égalité d'accès des citoyens. Pour la CGT, il faut plus de services publics, au plus près des usager.es, pouvant répondre à l'ensemble de leurs demandes.

Nous avons tout l'été pour mobiliser contre ses fermetures !

Interpellons les élu.es locaux !

Mobilisons nous en amont du CTL programmé en septembre pour refuser les fermetures de trésorerie !

CGT Finances Publiques Loire-Atlantique

2 rue du Général Margueritte - 44000 NANTES

Téléphone : 02.40.74.06.81 – Courriel : cgt.dr44@dgfip.finances.gouv.fr

